



# Assemblée générale

Distr. générale  
2 juin 2022  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

### Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt-treizième session (30 mars-8 avril 2022)

#### Avis n° 35/2022, concernant Nguyen Bao Tien (Viet Nam)

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 42/22.
2. Le 10 décembre 2021, conformément à ses méthodes de travail<sup>1</sup>, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement vietnamien une communication concernant Nguyen Bao Tien. Le Gouvernement a répondu à la communication le 10 mars 2022. L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
  - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
  - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
  - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;
  - d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;
  - e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le

<sup>1</sup> [A/HRC/36/38](#).



sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

4. Nguyen Bao Tien est un ressortissant vietnamien qui réside habituellement à Tuy Hoa, dans la province de Phu Yen. Au moment de son arrestation, il était âgé de 35 ans et était chauffeur et collaborateur bénévole auprès de la maison d'édition Liberal Publishing House, pour laquelle il livrait des ouvrages à des lecteurs.

5. Selon la source, en juillet 2019, les services de sécurité de la police d'Hô Chi Minh-Ville ont renforcé leur présence dans les bureaux de poste pour empêcher la Liberal Publishing House d'envoyer des livres à des lecteurs, ce qui a conduit l'éditeur à demander de l'aide à la population locale. M. Tien, entre autres personnes, a répondu à cet appel et contacté la Liberal Publishing House par l'intermédiaire d'un compte Facebook ouvert au nom de « Venerable Thich Ngo Nghinh », lequel a cessé de fonctionner en octobre 2019. La source rapporte que M. Tien était un fervent collaborateur de la Liberal Publishing House et fait observer que la maison d'édition a perdu le contact avec l'intéressé le 2 octobre 2019, lorsque les comptes Facebook et WhatsApp de ce dernier ont été bloqués ; la Liberal Publishing House ne connaissant ni le véritable nom, ni l'adresse ou d'autres faits concernant M. Tien, elle s'est vu dans l'incapacité de le retrouver.

#### a. Arrestation et détention

6. Selon la source, M. Tien a été arrêté à son domicile, au mois d'octobre 2019, par des agents des services de sécurité de la police de la province de Phu Yen. Elle relève qu'en revanche, des médias vietnamiens ont rapporté qu'il avait été arrêté le 5 mai 2021 alors qu'il livrait 68 colis de livres pour le compte de la Liberal Publishing House.

7. La source explique que le Département de la sécurité et des enquêtes de la police de la province de Phu Yen a émis un mandat d'arrêt et l'a présenté à M. Tien. Celui-ci aurait été accusé d'avoir stocké, distribué et diffusé des documents hostiles à l'État vietnamien, au titre de l'article 117 (par. 1 a)) du Code pénal.

8. Selon la source, depuis la mi-août jusqu'en octobre 2019, M. Tien avait reçu 68 colis de livres et en avait distribué 24. Le Département de la sécurité et des enquêtes aurait découvert qu'il continuait à livrer des colis alors qu'il en distribuait 21 au bureau de service postal Kerry Express de Phu Yen, et aurait dressé un procès-verbal de saisie. Suite à la découverte de ce fait, M. Tien aurait remis au service d'enquête 23 colis cachés à son domicile.

9. La source indique que, de novembre à décembre 2019 environ, de nombreux lecteurs de diverses provinces ont communiqué à la Liberal Publishing House qu'ils avaient été interrogés et détenus par la police, qui enquêtait sur une série de livres dans la province de Phu Yen. La Liberal Publishing House en a conclu que M. Tien avait été arrêté et que le Département de la sécurité et des enquêtes cherchait à le tenir pour responsable des activités de la maison d'édition. La source explique qu'au vu du manque d'informations sur la situation, la Liberal Publishing House n'a pas pu recourir aux médias pour défendre M. Tien, car l'éditeur craignait que les informations fournies ne puissent être utilisées comme preuve à sa charge.

10. Le 20 avril 2021, sur la base des documents et autres éléments de preuve recueillis, le Département de la sécurité et des enquêtes de la police de la province de Phu Yen a émis un mandat d'arrêt et un mandat de perquisition en vue de placer M. Tien en détention provisoire et de procéder à une perquisition de son domicile.

11. La source indique que les médias vietnamiens n'ont fait état de l'arrestation de M. Tien et des poursuites engagées contre de celui-ci que le 5 mai 2021.

## b. Analyse juridique

12. La source soutient que l'arrestation et la détention de M. Tien sont arbitraires et relèvent des catégories I, II et III des méthodes de travail du Groupe de travail.

## i. Catégorie I

13. La source affirme que la détention de M. Tien est arbitraire et relève de la catégorie I en ce qu'il est impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pouvant justifier la privation de liberté de l'intéressé.

14. La source rappelle qu'une détention relève de la catégorie I lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté. Elle précise que le Groupe de travail a conclu à l'existence de détentions arbitraires relevant de cette catégorie dans les cas suivants : 1) lorsque le Gouvernement a détenu une personne au secret pendant une certaine période ; 2) lorsque le Gouvernement a arrêté une personne sans mandat ni acte judiciaire ; 3) lorsque des lois imprécises ont été utilisées pour poursuivre des individus.

## Détention au secret et possibilité de contrôle juridictionnel

15. La source relève qu'aux termes de l'article 9 (par. 3) du Pacte, tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale doit être traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et que le paragraphe 4 dudit article réaffirme l'obligation de tenir sans délai une audience d'*habeas corpus*.

16. La source rappelle que, selon le Comité des droits de l'homme, la détention au secret constitue en soi une violation de l'article 9 (par. 3) du Pacte. En outre, elle fait observer que l'interdiction de la détention au secret est aussi énoncée dans le principe 15 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, qui interdit de refuser la communication entre un détenu et sa famille ou son conseil pendant plus de quelques jours. La source fait valoir que cette garantie permet de contrôler la détention arbitraire et qu'elle constitue un important moyen de protection d'autres droits, comme le droit de ne pas être soumis à la torture.

17. La source soutient que M. Tien n'a pas été autorisé à communiquer avec sa famille, ni avec son avocat ou ses amis. De plus, M. Tien n'aurait pas été traduit devant un juge à la suite de son arrestation. La source fait valoir que cette situation constitue une détention au secret.

## Législation formulée en des termes vagues et généraux

18. La source note qu'en application de l'article 15 (par. 1) du Pacte et de l'article 11 (par. 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme, toute personne a le droit de connaître la loi et les comportements qui l'enfreignent. Elle rappelle que selon ces articles ainsi que le droit national et international, les individus ne peuvent être poursuivis pour un acte qui, au moment où il a été commis, ne constituait pas une infraction. À cet égard, la source renvoie à l'observation générale n° 35 (2014) sur la liberté et la sécurité de la personne, dans laquelle le Comité des droits de l'homme fait observer que tous les motifs pour lesquels un individu peut être arrêté ou placé en détention doivent être établis par la loi et devraient être définis avec suffisamment de précision pour éviter une interprétation ou une application trop étendues ou arbitraires.

19. La source renvoie en outre à un rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, dans lequel ce dernier explique que le principe de sécurité juridique veut que la loi soit suffisamment accessible de sorte que chacun sache dans quelles limites il doit inscrire son comportement et qu'elle soit libellée en termes suffisamment précis pour que chacun ait un comportement adapté<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> E/CN.4/2006/98, par. 46.

20. La source affirme que l'article 117 du Code pénal définit l'infraction de propagande en des termes si vagues que nul ne peut prévoir raisonnablement le comportement qui est incriminé à ce titre. En particulier, aucune instruction n'est donnée quant à ce qui constitue la propagation d'une guerre psychologique, du désarroi au sein du peuple ou de documents ou articles hostiles au Gouvernement. La source souligne l'absence de composante intentionnelle et de disposition permettant de déterminer ce qu'un procureur doit prouver pour qu'une déclaration de culpabilité soit prononcée. Elle soutient que l'article 117 du Code pénal est vide de sens et ne donne pas aux individus une idée juste des comportements qui sont interdits.

21. La source fait valoir que, dans le cas de M. Tien, l'article 117 du Code pénal a donné lieu à des poursuites arbitraires engagées à raison d'actes dont on ne pouvait anticiper qu'ils auraient des conséquences pénales et qui sont protégés par le Pacte, la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres normes et règles internationales.

22. Par ailleurs, la source rappelle que les États Membres concernés ont recommandé au Viet Nam d'abroger ou de modifier le Code pénal afin que l'application arbitraire de cet article n'entrave les libertés d'opinion et d'expression, y compris en ligne. Elle soutient en particulier que la définition de l'infraction de « propagande » est si vague que celle-ci ne peut constituer le fondement juridique de la détention d'une personne reconnue coupable de ce chef d'accusation.

## ii. Catégorie II

23. La source affirme que la détention de M. Tien est arbitraire et relève de la catégorie II car elle résulte de l'exercice pacifique, par l'intéressé, de ses droits à la liberté d'expression et d'association.

24. La source relève que, selon l'article 20 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 22 (par. 1) du Pacte, toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques. Elle rappelle que le Conseil des droits de l'homme a demandé aux États de respecter et de protéger le droit de libre association dont jouissent tous les individus, en particulier s'agissant des personnes professant des opinions ou des croyances minoritaires ou dissidentes ainsi que des défenseurs des droits humains<sup>3</sup>. Par ailleurs, dans son observation générale n° 25 (1996), le Comité des droits de l'homme a noté que le droit à la liberté d'association, qui comprend le droit de constituer des organisations et des associations s'intéressant aux affaires politiques et publiques, est un élément accessoire essentiel du droit fondamental de participer aux affaires publiques, et qu'il est protégé par l'article 25 du Pacte. La source fait en outre observer que les droits à la liberté de réunion, à la liberté d'association et à la liberté de manifestation sont également protégés par l'article 25 de la Constitution du Viet Nam.

25. La source affirme également que M. Tien avait le droit de s'associer à un groupe de journalistes et d'exprimer ses opinions politiques par l'intermédiaire d'organisations. Malgré cela, le Gouvernement aurait persécuté M. Tien afin de sanctionner son implication et ses communications avec des personnes et des organisations qui critiquent le Gouvernement, ainsi qu'avec la Liberal Publishing House et ses membres. La source en conclut que le Gouvernement a violé l'article 20 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 22 (par. 1) du Pacte et l'article 25 de la Constitution vietnamienne.

26. La source rappelle que l'article 22 (par. 2) du Pacte autorise des restrictions au droit à la liberté d'association, mais sous-réserve que celles-ci répondent à des conditions strictes. Elle estime qu'aucune des restrictions à la liberté d'association prévues à l'article 22 (par. 2) du Pacte ne s'applique au cas de M. Tien. Elle relève les trois conditions fixées par le Comité des droits de l'homme pour qu'il soit possible d'imposer une restriction aux droits à la liberté d'expression et à la liberté d'association : la restriction doit être prévue par la loi, avoir pour but la protection de la sécurité nationale, de l'ordre public ou de la santé et de la moralité publiques, et être nécessaire à la protection de l'un de ces intérêts.

<sup>3</sup> La source renvoie à la résolution 15/21 du Conseil des droits de l'homme.

27. La source affirme que la restriction à la liberté d'association de M. Tien ne répond pas à la condition relative à la protection de l'un des intérêts légitimes énumérés. Le Gouvernement aurait expliqué que M. Tien a été détenu pour son « opposition à l'État » et ses « activités de propagande », comportements qui pourraient être considérés à juste titre comme interdits au titre de l'article 20 du Pacte. La source fait valoir que rien ne prouve que la réunion qu'a tenue M. Tien avec des membres de la Liberal Publishing House appelait directement ou indirectement à la violence ou pouvait raisonnablement être perçue comme une menace pour la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits ou la réputation d'autrui. À cet égard, elle explique que M. Tien était un collaborateur de la Liberal Publishing House qui ne faisait que livrer des livres à des lecteurs. Malgré cela, il a été considéré que ses activités menaçaient gravement la sécurité nationale et l'ordre public. La source fait valoir que le Gouvernement n'a pas établi en quoi l'activité de livraison de livres de M. Tien pouvait constituer une menace à la sécurité nationale ou à l'ordre public.

### iii. Catégorie III

28. La source soutient que la détention de M. Tien est arbitraire et relève de la catégorie III en ce que l'intéressé a été privé des droits les plus élémentaires à un procès équitable.

#### Droit de recours

29. La source note que l'article 14 (par. 5) du Pacte garantit à toute personne déclarée coupable d'une infraction le droit de faire examiner par une juridiction supérieure sa déclaration de culpabilité et sa condamnation, conformément à la loi. Il garantit en outre le droit de recours, et impose à l'État partie d'examiner la déclaration de culpabilité et la condamnation quant au fond, en vérifiant si les éléments de preuve sont suffisants et à la lumière des dispositions législatives applicables, de manière que la procédure permette un examen approprié de la nature de l'affaire. Selon la source, cet examen doit prendre en compte non seulement les aspects formels et juridiques de la déclaration de culpabilité, mais aussi les faits de l'affaire, les allégations à l'encontre de la personne déclarée coupable et les preuves présentées lors du procès, tel que mentionné dans le recours.

30. De plus, la source fait observer que l'article 331 du Code de procédure pénale vietnamien de 2015 accorde au prévenu le droit de faire appel des jugements rendus par les tribunaux de première instance. Par ailleurs, selon l'article 332 dudit Code, le directeur du centre de détention doit permettre l'exercice de ce droit en transmettant le recours écrit au tribunal compétent.

31. Selon la source, M. Tien n'a pas été autorisé à communiquer avec son avocat, en violation de son droit de recours.

#### Droit d'être assisté d'un conseil et de communiquer avec lui

32. La source souligne que l'article 14 (par. 3 b) et d)) du Pacte garantit à toute personne le droit de se défendre elle-même ou d'avoir l'assistance d'un conseil de son choix, le droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense, et le droit de communiquer avec le conseil de son choix. Ces garanties nécessitent que le prévenu ait rapidement accès à un conseil et que l'État partie autorise et facilite un tel accès aux détenus dans les affaires pénales dès le début de leur détention.

33. À cet égard, la source fait valoir que M. Tien a essayé d'engager un avocat, ce qui lui a été refusé sans aucune justification, et que l'État ne lui a pas non plus fourni un avocat. La source souligne que, dans de nombreuses affaires dont a été saisi le Groupe de travail, il a été constaté que même lorsque la famille de la personne qui en fait la demande engage un avocat pour visiter et représenter celle-ci, les avocats ne sont souvent pas autorisés à rencontrer l'intéressé. Elle allègue qu'en l'espèce, M. Tien n'a pas pu communiquer avec sa famille, et qu'il n'était donc pas en mesure d'engager un avocat.

34. La source conclut qu'en ne donnant pas suite à la demande de M. Tien de bénéficier de l'assistance d'un avocat, l'État a violé son droit à l'assistance d'un conseil.

Droit de recevoir la visite de membres de la famille et de communiquer avec l'extérieur

35. La source relève qu'aux termes du principe 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, toute personne détenue ou emprisonnée a le droit de recevoir des visites de membres de sa famille et de correspondre avec eux, sous réserve des conditions et restrictions raisonnables que peuvent spécifier la loi ou les règlements pris conformément à la loi. Elle souligne que l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) protège lui aussi ce droit. Plus particulièrement, la règle 43 des Règles Nelson Mandela interdit que les sanctions disciplinaires ou mesures de restriction consistent en une interdiction de contacts avec la famille. En outre, la règle 58 confère aux détenus le droit de communiquer avec leur famille et leurs amis à intervalles réguliers, sous la surveillance nécessaire, et la règle 106 dispose qu'une attention particulière doit être apportée au maintien et à l'amélioration des relations entre le détenu et sa famille, lorsque cela est souhaitable dans l'intérêt des deux parties.

36. Selon la source, M. Tien n'a pas été autorisé à communiquer avec l'extérieur ni à recevoir la visite de sa famille, en violation du principe 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, ainsi que des règles 43, 58 et 106 des Règles Nelson Mandela.

#### *Réponse du Gouvernement*

37. Le 22 décembre 2022, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement. Le Groupe de travail a demandé au Gouvernement de lui faire parvenir au plus tard le 8 février 2022 des renseignements détaillés sur la situation actuelle de M. Tien. Il lui a également demandé d'exposer les éléments de droit justifiant la détention de l'intéressé, et d'expliquer en quoi elle est compatible avec les obligations mises à la charge du Viet Nam par le droit international des droits de l'homme. Il lui a en outre demandé de veiller à l'intégrité physique et mentale de M. Tien.

38. Le 27 janvier 2022, le Gouvernement a demandé une prolongation du délai fixé pour fournir les informations demandées. Cette prolongation lui a été accordée, et un nouveau délai a été fixé au 10 mars 2022.

39. Le Gouvernement soutient que les allégations mentionnées dans la communication sont inexactes et que M. Tien a été arrêté parce qu'il enfreignait la législation vietnamienne, comme le montrent les éléments de preuve obtenus dans le cadre de l'enquête. Les autorités compétentes auraient mené la procédure judiciaire contre M. Tien dans le plein respect de la législation du pays et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Viet Nam est partie.

40. Le Gouvernement fait valoir qu'au cours de l'enquête, des poursuites, du jugement et de l'exécution du jugement, les droits de M. Tien ont été garantis conformément à la législation vietnamienne.

41. Concernant l'arrestation de M. Tien et les poursuites engagées à son encontre, le Gouvernement relève que M. Tien est né en 1986 et vit à Tuy Hoa, dans la province de Phu Yen. Le 20 avril 2021, la police de la province de Phu Yen aurait exécuté une décision d'engager des poursuites à l'encontre de M. Tien, c'est-à-dire une ordonnance de placement en détention provisoire et un mandat de perquisition au domicile, afin d'enquêter sur la commission présumée par l'intéressé de l'infraction consistant à produire, détenir et diffuser des informations, des documents et des articles hostiles à l'État vietnamien, au titre de l'article 117 du Code pénal vietnamien de 2015. Selon le Gouvernement, M. Tien avait en sa possession 108 livres qu'il a distribués, qui contenaient des informations déformées sur les orientations et politiques du Viet Nam incitant à renverser le Gouvernement populaire.

42. Le Gouvernement fait valoir que l'enquête a montré que M. Tien détenait illégalement des matières explosibles qu'il avait volé durant un exercice militaire local. La police de la province de Phu Yen a donc émis une autre décision d'engager des poursuites à l'encontre de M. Tien pour appropriation et détention illégales de matières explosibles, au titre de l'article 305 du Code pénal.

43. Le Gouvernement affirme en outre que l'arrestation et la détention provisoire de M. Tien étaient pleinement conformes aux dispositions en matière de procédure pénale et aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Viet Nam est partie. Le mandat d'arrêt visant M. Tien aurait été émis au moment de l'arrestation et exécuté en présence des autorités locales et de proches de M. Tien. Le Gouvernement indique que l'exécution du mandat d'arrêt émis à l'encontre de M. Tien a été consignée par écrit dans le document signé par toutes les parties concernées. Il affirme en outre que les services d'enquête ont pleinement expliqué à M. Tien quels étaient ses droits et obligations au moment de l'arrestation.

44. Le Gouvernement fait également valoir que les décisions de procédure pénale prises à l'encontre de M. Tien, telles que le mandat d'arrêt et l'ordonnance de placement en détention provisoire, ont été approuvées par le Parquet populaire de la province de Phu Yen, lequel a contrôlé l'ensemble de la procédure pénale. Il ajoute que les droits de M. Tien ont été garantis tout au long de la procédure. Il explique qu'au Viet Nam, le Parquet populaire est l'organe judiciaire habilité à examiner la légalité des actes de procédure pénale accomplis par les services d'enquête. Conformément aux articles 20 et 107 de la Constitution, pour être juridiquement valable et exécutoire, toute décision de procédure pénale doit être approuvée par le Parquet populaire. Le Gouvernement précise que cela est conforme aux dispositions du droit international, en particulier l'article 9 du Pacte. Il conclut dès lors que l'allégation selon laquelle l'arrestation de M. Tien s'est faite en violation des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme est infondée.

45. Le Gouvernement fait valoir que les dispositions de l'article 117 établissent clairement l'infraction considérée et ne s'appliquent qu'aux actes de propagande consistant à diffuser des informations et des documents qui déforment la vérité et sont hostiles à l'État vietnamien. Il rejette donc l'allégation selon laquelle l'article 117 du Code pénal n'est pas conforme au droit international.

46. Le Gouvernement indique que, le 8 novembre 2021, les services d'enquête ont émis les conclusions de l'enquête et ont transmis le dossier de l'affaire au Parquet populaire de la province de Phu Yen pour examen.

47. Le 25 novembre 2021, le Parquet populaire de la province de Phu Yen aurait décidé d'inculper M. Tien et d'engager des poursuites à son encontre pour production, détention et diffusion d'informations, de documents et d'articles hostiles à l'État du Viet Nam, au titre de l'article 117 du Code pénal, et pour appropriation et détention illégales de matières explosibles, au titre de l'article 305 du Code pénal.

48. Le Gouvernement réfute les allégations selon lesquelles M. Tien a été détenu au secret, n'a pas reçu de visite de ses proches et n'a pas bénéficié de l'assistance de ses avocats. Il affirme qu'au moment de l'arrestation, les services de sécurité et d'enquête ont pleinement expliqué à M. Tien quels étaient ses droits et obligations pendant la détention.

49. Le 22 avril 2021, M. Tien aurait autorisé un proche à contacter ses avocats en vue d'assurer sa défense. Selon le Gouvernement, le 29 avril 2021, le proche concerné a contacté un cabinet d'avocats que l'État avait désigné dans sa demande de désignation d'un avocat pour assurer la défense de M. Tien et protéger ses droits et avantages. Le 11 mai 2021, le cabinet d'avocats aurait envoyé l'avis de défense aux services de sécurité et d'enquête. Le 12 mai 2021, les services de sécurité et d'enquête auraient émis le certificat de défense au nom de l'avocat désigné dudit cabinet afin que celui-ci assure la défense de M. Tien. Le Gouvernement soutient que, le 18 mai 2021, l'avocat a assisté à l'audition de M. Tien par les services de sécurité et d'enquête.

50. Le Gouvernement affirme qu'à l'époque où M. Tien était placé en détention provisoire, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) s'est fortement aggravée dans la province de Phu Yen et s'est propagée rapidement parmi la population locale. Afin d'empêcher la propagation du virus et de protéger la santé des personnes placées en détention provisoire, de leur famille et de leurs proches, le centre de détention de la province de Phu Yen a suspendu temporairement les visites de toutes les personnes placées en détention provisoire, dont M. Tien. Le Gouvernement ajoute que les proches de M. Tien avaient tout de même le droit d'envoyer des cadeaux à ce dernier, conformément à la loi sur la détention provisoire et la garde à vue.

51. Le Gouvernement fait valoir que le procès en première instance de M. Tien s'est tenu le 21 janvier 2022 devant le tribunal populaire de la province de Phu Yen, afin que ce dernier se prononce sur les faits reprochés à M. Tien, à savoir la production, la détention et la diffusion d'informations, de documents et d'articles hostiles à l'État du Viet Nam, au titre de l'article 117 du Code pénal, et l'appropriation et la détention illégales de matières explosibles, au titre de l'article 305 du Code pénal. Le tribunal aurait condamné M. Tien à cinq ans et six mois de prison pour l'infraction prévue à l'article 117 du Code pénal, et à un an de prison pour l'infraction prévue à l'article 305 du Code pénal, soit une peine d'emprisonnement de six ans et six mois au total.

52. Selon le Gouvernement, l'état de santé de M. Tien est normal et les droits de celui-ci ont été pleinement garantis conformément aux dispositions légales en vigueur.

53. Le Gouvernement fait valoir que le Viet Nam ne restreint pas la liberté de publication des citoyens ni ne censure d'œuvres avant leur publication. Il renvoie à cet égard à l'article 25 de la Constitution, qui reconnaît aux citoyens les droits à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, ainsi que le droit d'accéder à l'information, le droit de réunion, le droit d'association et le droit de manifestation. L'article dispose en outre que l'exercice de ces droits doit être prescrit par la loi. Le Gouvernement précise que l'article 13 (par. 3) de la loi relative à la presse de 2016 dispose que la presse n'est pas censurée avant d'être imprimée puis diffusée, et que l'article 5 (par. 2) de la loi régissant les publications de 2021 interdit à l'État de censurer une œuvre avant sa publication.

54. Le Gouvernement affirme que le Viet Nam ne censure pas les formes d'expression des individus mais qu'il essaie en fait de parfaire son ordonnancement juridique pour garantir la liberté d'expression des personnes dans la presse et le cyberspace, et d'autres formes d'expression, afin de protéger les personnes contre les informations fallacieuses, les informations qui sont contraires aux précieuses coutumes et traditions du Viet Nam, ainsi que celles fabriquées et fausses qui incitent à la haine. De plus, le Gouvernement fait observer que, pour le Viet Nam comme pour de nombreux autres pays du monde, les informations fallacieuses et la désinformation qui déforment la vérité et incitent à la guerre et à la haine constituent un risque existentiel qui menace la sécurité nationale, l'ordre public et la santé et la moralité publiques. Il précise qu'en conséquence, les individus et les organisations qui ne s'enregistrent pas et empruntent le nom de l'éditeur pour commettre des actes illégaux seront traités conformément à la loi.

#### *Observations complémentaires de la source*

55. Le 10 mars 2022, la réponse du Gouvernement a été transmise à la source pour observations complémentaires, qui ont été communiquées le 22 mars 2022. Dans ses observations complémentaires, la source conteste l'argument du Gouvernement selon lequel l'arrestation et la détention de M. Tien sont licites au regard du droit interne et du droit international, au motif que le Gouvernement n'a pas fourni d'éléments de preuve étayant son argument. La source souligne également que le Gouvernement n'a pas établi de lien de causalité entre le fait que M. Tien avait en sa possession 108 livres et son intention de renverser le Gouvernement.

56. La source conteste l'allégation du Gouvernement selon laquelle M. Tien a été représenté par le cabinet d'avocats désigné dans la demande de l'État.

57. La source affirme que la pandémie de COVID-19 ne saurait justifier l'interdiction pure et simple des visites de la famille en prison.

58. En ce qui concerne l'article 13 de la loi sur la presse et l'article 5 (par. 2) de la loi régissant les publications, la source conteste l'argument du Gouvernement selon lequel la liberté d'expression protège la société vietnamienne contre les informations fallacieuses, les informations qui sont contraires aux précieuses coutumes et traditions du Viet Nam, ainsi que les informations fabriquées et fausses qui incitent à la haine. La source fait valoir que les coutumes et traditions ne sont pas des motifs pouvant justifier des restrictions des droits de l'homme consacrés par le Pacte.



## Examen

59. Le Groupe de travail remercie la source et le Gouvernement pour les informations qu'ils ont fournies.

60. À titre préliminaire, le Groupe de travail prend note de la réponse du Gouvernement selon laquelle le « fait que le Groupe de travail sur la détention arbitraire a fait abstraction de la nature et de la finalité des actes d'exercice du droit à la liberté d'expression (envoyer et diffuser des informations qui déforment la vérité dans le but de renverser le Gouvernement populaire) pour ne tenir compte que de leur forme (diffusion d'informations) a conduit à des appréciations incorrectes de l'ordonnancement juridique et des activités judiciaires du Viet Nam ». Le Groupe de travail tient à préciser que la communication du 10 décembre 2021 qu'il a adressée au Gouvernement contenait simplement les informations communiquées par la source et que, à ce stade, il n'avait procédé à aucune appréciation des allégations y figurant.

61. Pour déterminer si la privation de liberté de M. Tien est arbitraire, le Groupe de travail tient compte des principes établis dans sa jurisprudence sur les règles de la preuve. Lorsque la source établit une présomption de violation du droit international constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations. Le simple fait que le Gouvernement affirme que la procédure légale a été suivie ne suffit pas à réfuter les allégations de la source<sup>4</sup>.

### *Catégorie I*

62. La source affirme que M. Tien a été arrêté à son domicile, au mois d'octobre 2019, par des agents des services de sécurité de la police de la province de Phu Yen. Elle explique que le compte Facebook dont il se servait en tant que chauffeur et collaborateur bénévole de la Liberal Publishing House a cessé de fonctionner en octobre 2019, et que ladite maison d'édition a perdu le contact avec lui le 2 octobre 2019. Par conséquent, la source allègue que personne ne savait où se trouvait M. Tien entre octobre 2019 et avril 2021, moment auquel les mandats d'arrêt et de perquisition ont été exécutés afin de procéder à la perquisition de son domicile et de le placer en détention provisoire. Le Gouvernement ne conteste pas cette allégation ni n'explique où se trouvait M. Tien pendant cette période.

63. Pour ces raisons, le Groupe de travail estime que M. Tien a été victime d'une disparition forcée depuis le mois d'octobre 2019 jusqu'au mois d'avril 2021, et fait observer que la disparition forcée constitue une forme particulièrement grave de détention arbitraire qui contrevient à l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>5</sup>.

64. La source affirme que M. Tien a été officiellement arrêté le 20 avril 2021 comme suite à un mandat d'arrêt et accusé d'avoir stocké, distribué et diffusé des documents hostiles à l'État vietnamien au titre de l'article 117 (par. 1 a)) du Code pénal vietnamien, ce que le Gouvernement confirme. Selon le Gouvernement, M. Tien avait en sa possession 108 livres qu'il a distribués, qui contenaient des informations déformées sur les orientations et politiques du Viet Nam incitant à renverser le Gouvernement populaire.

65. La source affirme qu'à la suite de son arrestation en octobre 2019, M. Tien n'a pas été traduit devant un juge pendant sa détention provisoire, ce que le Gouvernement ne conteste pas. Le Groupe de travail rappelle que les protections juridiques contre la privation arbitraire de liberté, telles qu'énoncées à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 9 du Pacte, exigent que tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale soit traduit dans le plus court délai devant un juge, afin que celui-ci exerce le pouvoir judiciaire.

66. Comme le Groupe de travail l'a réaffirmé dans sa jurisprudence, et comme l'a précisé le Comité des droits de l'homme, quarante-huit heures sont généralement suffisantes pour remplir l'obligation de traduire « dans le plus court délai » un détenu devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires après son arrestation ; tout

<sup>4</sup> Voir [A/HRC/19/57](#), par. 68.

<sup>5</sup> Avis n<sup>os</sup> 32/2020, par. 33 ; et 1/2021, par. 76.

délai supérieur doit rester absolument exceptionnel et être justifié par les circonstances<sup>6</sup>. Le Groupe de travail conclut que M. Tien n'a pas été traduit dans le plus court délai devant une autorité judiciaire, en violation des droits qu'il tient de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 9 (par. 3) du Pacte.

67. Le Groupe de travail note en outre que M. Tien s'est vu refuser l'exercice du droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention, conformément aux articles 3, 8 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux articles 2 et 9 (par. 4) du Pacte, et aux principes 11, 32, 37 et 38 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Selon les Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, le droit de contester la légalité de sa détention devant un tribunal est un droit de l'homme autonome dont l'absence constitue en soi une violation des droits de l'homme, et qui est essentiel pour préserver la légalité dans une société démocratique<sup>7</sup>. Ce droit, qui constitue de fait une norme impérative du droit international, s'applique à toutes les formes et situations de privation de liberté<sup>8</sup>.

68. Le contrôle judiciaire de la privation de liberté est une garantie fondamentale de la liberté individuelle et est essentiel pour garantir que la détention a un fondement juridique<sup>9</sup>. Étant donné que M. Tien n'a pas été en mesure de contester sa détention devant un tribunal, le droit à un recours utile qu'il tient de l'article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 2 (par. 3) du Pacte a été violé. Il a par ailleurs été soustrait à la protection de la loi, en violation de son droit à la reconnaissance de sa personnalité juridique garanti par l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par l'article 16 du Pacte.

#### *Détention au secret*

69. La source affirme que M. Tien a été détenu au secret. Le Gouvernement réfute cette allégation et émet sa thèse selon laquelle M. Tien a été représenté par un cabinet d'avocats<sup>10</sup>. La source fait cependant valoir que M. Tien n'a pas pu communiquer avec sa famille et qu'il était donc dans l'impossibilité d'engager un avocat, comme on le verra ci-dessous. Le Groupe de travail estime que l'allégation de la source est crédible. Comme le Groupe de travail et d'autres mécanismes de défense des droits de l'homme l'ont déclaré, la détention au secret d'un individu constitue une violation du droit de l'intéressé de contester la légalité de sa détention devant un tribunal, consacré par l'article 9 (par. 3 et 4) du Pacte<sup>11</sup>. Cette conclusion de détention au secret est confortée par les conclusions du Groupe de travail exposées ci-dessous selon lesquelles le droit de M. Tien à communiquer avec l'extérieur a été violé.

#### *Droit de communiquer avec l'extérieur*

70. En ce qui concerne le droit de M. Tien à recevoir des visites de ses proches, le Gouvernement affirme qu'à l'époque de la détention temporaire de l'intéressé, la pandémie de COVID-19 s'est fortement aggravée dans la province de Phu Yen et le virus s'est rapidement propagé au sein de la population locale. Afin d'empêcher la propagation du virus et de protéger la santé des personnes placées en détention provisoire, de leur famille et de leurs proches, le centre de détention de la province de Phu Yen a suspendu temporairement les visites familiales de tous les détenus, dont M. Tien. La source fait valoir que cette interdiction pure et simple des visites familiales ne peut être justifiée et que le Gouvernement n'a pas expliqué en quoi cela était nécessaire alors qu'il aurait été possible d'autoriser ces

<sup>6</sup> Voir, par exemple, les avis n<sup>os</sup> 6/2017, 30/2017, 49/2019, 60/2020 et 66/2020. Voir également Comité des droits de l'homme, observation générale n<sup>o</sup> 35 (2014), par. 33.

<sup>7</sup> Voir [A/HRC/30/37](#), par. 2 et 3.

<sup>8</sup> Ibid., par. 11, et annexe, ligne directrice 1, par. 47 a). Voir également l'avis n<sup>o</sup> 39/2018, par. 35.

<sup>9</sup> Voir les avis n<sup>os</sup> 35/2018, par. 27 ; 83/2018, par. 47 ; 32/2019, par. 30 ; 33/2019, par. 50 ; 44/2019, par. 54 ; 45/2019, par. 53 ; 59/2019, par. 51 ; et 65/2019, par. 64. Voir également [A/HRC/30/37](#), par. 3 ; et [CAT/C/VNM/CO/1](#), par. 24.

<sup>10</sup> Avis n<sup>os</sup> 45/2017, 46/2017, 35/2018, 9/2019, 44/2019 et 45/2019.

<sup>11</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n<sup>o</sup> 35 (2014), par. 35.

visites en imposant le respect d'une distanciation sociale ou le port d'un masque, ou en permettant les visites de la famille pour une durée plus courte qu'à l'habitude.

71. Le Groupe de travail renvoie à sa délibération n° 11 sur la prévention de la privation arbitraire de liberté dans les situations d'urgence de santé publique<sup>12</sup>. Il prend note de l'argument du Gouvernement selon lequel les proches de M. Tien étaient autorisés à lui envoyer des cadeaux, mais constate que cela ne satisfait pas au droit de communiquer avec l'extérieur. Le Groupe de travail rappelle en outre l'allégation de la source selon laquelle M. Tien n'a pas pu engager d'avocat parce qu'il ne pouvait pas communiquer avec sa famille.

72. Le Groupe de travail estime que le fait que les contacts de M. Tien avec les membres de sa famille ont été restreints constitue une violation de son droit de communiquer avec l'extérieur, énoncé dans les règles 43 (par. 3), 58 (par. 1) et 106 des Règles Nelson Mandela ainsi que dans les principes 15 et 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, et a entravé sa capacité à obtenir l'assistance d'un conseil.

#### *Lois formulées en des termes vagues*

73. La source affirme que l'article 117 du Code pénal définit l'infraction de propagande en des termes si vagues que nul ne peut prévoir raisonnablement le comportement qui est incriminé à ce titre, et que, par conséquent, dans le cas de M. Tien, l'article 117 du Code pénal a engendré des poursuites arbitraires engagées à raison d'actes dont on ne peut prévoir le caractère délictueux et qui sont protégés par le Pacte, la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres normes et règles internationales.

74. Selon le Gouvernement, M. Tien avait en sa possession 108 livres qu'il a distribués, qui contenaient des informations déformées sur les orientations et politiques du Viet Nam incitant à renverser le Gouvernement populaire. Le Gouvernement fait valoir que les dispositions de l'article 117 établissent clairement l'infraction considérée et ne s'appliquent qu'aux actes de propagande consistant à diffuser des informations et des documents qui déforment la vérité et sont hostiles à l'État vietnamien. La source fait valoir quant à elle qu'aucune instruction n'est donnée quant à ce qui constitue la propagation d'une guerre psychologique, du désarroi au sein du peuple ou de documents ou articles hostiles au Gouvernement. Elle souligne l'absence de composante intentionnelle et de disposition permettant de déterminer ce qu'un procureur doit prouver pour qu'une déclaration de culpabilité soit prononcée. La source précise en outre que l'article 117 du Code pénal est vide de sens et ne donne pas aux individus une idée juste des comportements qui sont interdits. Elle soutient par conséquent que M. Tien ne pouvait prévoir que ses actes constitueraient un comportement délictueux.

75. Le Groupe de travail a soulevé à plusieurs reprises auprès du Gouvernement vietnamien la question des poursuites engagées en vertu de lois pénales libellées en des termes imprécis<sup>13</sup>, en particulier s'agissant de l'article 117 du Code pénal<sup>14</sup>.

76. Le principe de légalité exige que les lois soient libellées en des termes suffisamment précis pour que chacun puisse y avoir accès, les comprendre et adapter son comportement en conséquence<sup>15</sup>. De l'avis du Groupe de travail, l'article 117 du Code pénal ne répond pas à cette norme. Il est donc incompatible avec l'article 11 (par. 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et avec l'article 15 (par. 1) du Pacte, et ne peut être considéré comme « établi en droit » ni « défini avec suffisamment de précision » en raison de son libellé imprécis et trop général<sup>16</sup>. Le Groupe de travail estime dès lors que le chef d'accusation sur

<sup>12</sup> Voir [A/HRC/45/16](#), annexe II, par. 3, et 20 à 22.

<sup>13</sup> Avis n° 45/2019, par. 54 ; 44/2019, par. 55 ; 9/2019, par. 39 ; 8/2019, par. 54 ; 46/2018, par. 62 ; 36/2018, par. 51 ; 35/2018, par. 36 ; 79/2017, par. 54 ; 75/2017, par. 40 ; 27/2017, par. 35 ; 26/2017, par. 51 ; 40/2016, par. 36 ; 45/2015, par. 15 ; 26/2013, par. 68 ; 27/2012, par. 38 à 41 ; 20/2003, par. 19 ; 13/1999, par. 12 ; 27/1998, par. 9 ; et 21/1997, par. 6.

<sup>14</sup> Voir, par exemple, les avis n° 40/2021, par. 69, 73 à 75 et 99 ; 36/2021, par. 73 et 74, 77 et 78, et 103 ; et 11/2021, par. 67, 73 et 74, et 96.

<sup>15</sup> Avis n° 41/2017, par. 98 à 101. Voir également l'avis n° 62/2018, par. 57 à 59 ; Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014), par. 22.

<sup>16</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 34 (2011), par. 25.

la base duquel M. Tien a été placé en détention est si vague qu'il est impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier cette détention.

77. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail conclut que le Gouvernement n'a pas établi de fondement juridique pour l'arrestation et la détention de M. Tien. La détention de l'intéressé est donc arbitraire et relève de la catégorie I.

### *Catégorie II*

78. La source affirme que la détention de M. Tien est arbitraire et relève de la catégorie II car elle résulte de l'exercice pacifique, par l'intéressé, de ses droits à la liberté d'expression et à la liberté d'association. Le Gouvernement fait valoir qu'il ne restreint pas la liberté de publication des citoyens ni ne censure leurs formes d'expression. Il explique qu'il essaie de protéger les personnes contre les informations fallacieuses, les informations qui sont contraires aux précieuses coutumes et traditions du Viet Nam et celles fabriquées et fausses qui incitent à la haine. Le Gouvernement affirme que M. Tien a été arrêté, placé en détention, poursuivi et condamné pour avoir enfreint l'article 117 du Code pénal.

79. Le Groupe de travail estime que les chefs d'accusation retenus et les déclarations de culpabilité prononcées sur le fondement de l'article 117 du Code pénal à raison de l'exercice pacifique de droits ne sauraient être considérés comme conformes à la Déclaration universelle des droits de l'homme ou au Pacte. Il s'est penché sur l'application de dispositions vagues et trop générales du droit pénal vietnamien dans de nombreux avis<sup>17</sup>.

80. En mai 2017, l'équipe de pays des Nations Unies au Viet Nam a recommandé l'abrogation ou la révision de nombreux articles du Code pénal, dont l'article 117, en raison de leur incompatibilité avec les obligations en matière de droits de l'homme découlant du Pacte<sup>18</sup>. Elle a souligné que l'article 117, tout comme d'autres dispositions, sont imprécis et généraux et ne précisent pas les actions ou activités qui sont interdites, ni les éléments constitutifs d'infractions en vertu de cet article<sup>19</sup>. L'équipe de pays au Viet Nam a également relevé que ces dispositions ne font pas de distinction entre l'utilisation de moyens violents, qui devrait être interdite, et les activités pacifiques légitimes, parmi lesquelles elle a notamment cité les activités de protestation, d'expression de l'opinion, dont la critique des politiques et actions du Gouvernement, et de plaider pour tout type de changement, notamment dans le système politique. Elle a fait observer que ces activités relèvent directement des droits à la liberté d'expression, à la liberté d'opinion, à la liberté de réunion et à la liberté de religion, ainsi que de la participation à la vie publique, et a souligné que lesdites activités, en tant que telles, devraient dès lors être garanties et protégées conformément au droit international des droits de l'homme, se référant en particulier aux articles 18, 19, 21 et 25 du Pacte<sup>20</sup>.

81. Le Comité des droits de l'homme a demandé au Viet Nam de mettre fin aux violations du droit à la liberté d'expression en ligne et hors ligne et de veiller à ce que les restrictions n'aillent pas au-delà des limites strictement définies à l'article 19 du Pacte<sup>21</sup>. Il a constaté que plusieurs lois et pratiques ne semblaient pas être conformes aux principes de sécurité juridique, de nécessité et de proportionnalité, notamment les dispositions vagues et générales définissant les infractions visées par divers articles du Code pénal, dont l'article 117, leur

<sup>17</sup> Avis nos 40/2021, 11/2021, 81/2020, 45/2019, 44/2019, 8/2019, 75/2017, 27/2017, 26/2017, 26/2013, 27/2012, 24/2011, 6/2010, 1/2009 et 1/2003 ; voir également A/HRC/41/7, par. 38.73, 38.171, 38.175, 38.177, 38.183 et 184, 38.187 à 191 et 38.196 à 198.

<sup>18</sup> Voir <https://vietnam.un.org/en/14681-un-recommendations-2015-penal-code-and-criminal-procedural-code-viet-nam>, p. 1.

<sup>19</sup> Voir la résolution 19/36 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil rappelle que l'interdépendance entre une démocratie qui fonctionne, des institutions solides et responsables, des prises de décisions transparentes et sans exclusive, et un état de droit effectif est essentielle pour un gouvernement légitime et efficace, respectueux des droits de l'homme. Au paragraphe 16 c) de la même résolution, le Conseil invite les États à renforcer l'état de droit en assurant un degré suffisant de sécurité et de prévisibilité juridiques dans l'application de la loi, afin d'éviter toute forme d'arbitraire.

<sup>20</sup> Voir <https://vietnam.un.org/en/14681-un-recommendations-2015-penal-code-and-criminal-procedural-code-viet-nam>, p. 1.

<sup>21</sup> CCPR/C/VNM/CO/3, par. 46.

utilisation pour restreindre les libertés d'opinion et d'expression, et la définition de certaines infractions touchant à la sécurité nationale, qui englobe des activités légitimes telles que l'exercice du droit à la liberté d'expression<sup>22</sup>.

82. La liberté d'expression garantie par l'article 19 du Pacte s'entend du droit de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce sans considération de frontières ; ce droit couvre l'expression et la réception de communications sur toute forme d'idée et d'opinion susceptible d'être transmise à autrui, notamment d'opinions politiques<sup>23</sup>. Par ailleurs, ce droit peut faire l'objet de restrictions ayant trait soit au respect des droits ou à la réputation d'autrui, soit à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques. Selon le Comité des droits de l'homme, des restrictions pour des motifs qui ne sont pas prévus à l'article 19 (par. 3) ne sont pas permises, même au cas où de tels motifs justifieraient des restrictions à d'autres droits protégés par le Pacte. Les restrictions doivent être appliquées exclusivement aux fins pour lesquelles elles ont été prescrites et doivent être en rapport direct avec l'objectif spécifique qui les inspire<sup>24</sup>.

83. Le Groupe de travail souscrit à l'affirmation de la source selon laquelle les motifs des restrictions énumérés par le Gouvernement, tels que les informations fallacieuses et les coutumes et traditions, ne sont pas des motifs pouvant justifier des restrictions à la liberté d'expression garantie par l'article 19 du Pacte.

84. À cet égard, le Groupe de travail rappelle la Déclaration conjointe sur la liberté d'expression et les fausses nouvelles (« fake news »), la désinformation et la propagande adoptée à Vienne le 3 mars 2017, par laquelle plusieurs experts (dont le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression) ont déclaré que les interdictions générales de diffusion d'informations fondées sur des notions évasives et ambiguës, en ce compris les informations fallacieuses ou subjectives, sont incompatibles avec les normes internationales relatives aux restrictions à la liberté d'expression et devraient être abolies<sup>25</sup>.

85. S'agissant de la liberté d'association, l'article 22 (par. 2) du Pacte prévoit que les restrictions à l'exercice du droit à la liberté d'association doivent être prévues par la loi, répondre à un intérêt légitime, à savoir l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public, ou de la protection de la santé ou de la moralité publiques ou des droits et libertés d'autrui, et être nécessaires dans une société démocratique pour protéger l'intérêt légitime en cause.

86. Le Groupe de travail estime que M. Tien est puni pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression énoncé à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 19 du Pacte, et son droit à la liberté d'association énoncé à l'article 20 de la Déclaration et à l'article 22 du Pacte. Les restrictions de ces droits et libertés autorisées par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par le Pacte, qui sont exposées ci-dessus, ne s'appliquent pas en l'espèce. Le Gouvernement n'a présenté au Groupe de travail aucun argument ni aucune preuve susceptible de justifier l'imposition de telles restrictions, et n'a pas non plus démontré en quoi les poursuites engagées contre M. Tien étaient une réponse légitime, nécessaire et proportionnée à ses activités pacifiques de livraison de livres à des lecteurs. Il convient de noter que rien ne laisse à penser, comme l'allègue le Gouvernement, que la finalité desdites activités était de renverser le Gouvernement.

87. La source indique que rien ne prouve que la réunion qu'a tenue M. Tien avec des membres de la Liberal Publishing House appelait directement ou indirectement à la violence ou pouvait raisonnablement être perçue comme une menace pour la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits ou la réputation d'autrui. À cet égard, elle explique que M. Tien était un collaborateur de la Liberal Publishing House qui ne faisait

<sup>22</sup> Ibid., par. 45 a).

<sup>23</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 34 (2011), par. 11.

<sup>24</sup> Ibid., par. 22.

<sup>25</sup> Voir <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Expression/JointDeclaration3March2017.doc>, par. 2 a). Voir également les avis n°s 46/2020, par. 54 ; et 77/2020, par. 73.



que livrer des livres à des lecteurs. Elle fait valoir que le Gouvernement n'a pas établi en quoi l'activité de livraison de livres de M. Tien pouvait constituer une menace à la sécurité nationale ou à l'ordre public.

88. Le Groupe de travail estime que le comportement de M. Tien relève des droits à la liberté d'opinion, à la liberté d'expression et à la liberté d'association protégés par les articles 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par les articles 19 et 22 du Pacte. La détention de l'intéressé est donc arbitraire et relève de la catégorie II. Le Groupe de travail renvoie par conséquent l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et au Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association.

### *Catégorie III*

89. Ayant conclu que la détention de M. Tien est arbitraire et relève de la catégorie II, le Groupe de travail tient à souligner qu'il n'y aurait pas dû y avoir de procès. Cependant, selon le Gouvernement, le procès en première instance de M. Tien s'est tenu le 21 janvier 2022 devant le tribunal populaire de la province de Phu Yen, afin que ce dernier se prononce sur les faits reprochés à M. Tien, à savoir la production, la détention et la diffusion d'informations, de documents et d'articles hostiles à l'État du Viet Nam, au titre de l'article 117 du Code pénal, et l'appropriation et la détention illégales de matières explosibles, au titre de l'article 305 du Code pénal. M. Tien a été condamné à cinq ans et six mois de prison pour l'infraction prévue à l'article 117 du Code pénal, et à un an de prison pour l'infraction prévue à l'article 305 du Code pénal, soit une peine d'emprisonnement de six ans et six mois au total.

90. En ce qui concerne l'argument de la source sur le droit de recours de M. Tien, le Groupe de travail n'est pas en mesure de se prononcer, faute d'informations suffisantes.

91. S'agissant du droit de M. Tien à être assisté d'un conseil, le Gouvernement fait valoir que M. Tien s'est vu reconnaître ce droit, affirmant qu'il a été représenté par un cabinet d'avocats et que, le 18 mai 2021, un avocat a assisté à l'audition de M. Tien par les services de sécurité et d'enquête. La source conteste toutefois cet argument, faisant observer que le Gouvernement n'a présenté aucun élément de preuve montrant que M. Tien a été représenté par le cabinet en question. Elle affirme que M. Tien a essayé d'engager un avocat mais que sa demande a été rejetée sans aucune justification, et que l'État ne lui a pas non plus fourni un avocat. Elle allègue que M. Tien n'a pas pu communiquer avec sa famille, et qu'il n'était donc pas en mesure d'engager un avocat. Le Groupe de travail estime que l'allégation de la source est crédible, et constate que la présente affaire est un nouvel exemple de cas dans lesquels le droit d'être assisté d'un conseil est refusé à des personnes accusées d'infractions graves, ou que ce droit est restreint, ce qui donne à penser qu'il existe au Viet Nam une incapacité systémique de donner accès à un conseil pendant les procédures pénales<sup>26</sup>.

92. Le Groupe de travail rappelle que toute personne privée de liberté a le droit d'être assistée par le conseil de son choix, à tout moment pendant sa détention, y compris immédiatement après l'arrestation, et que cette assistance doit être accordée dans les meilleurs délais<sup>27</sup>. Le Groupe de travail conclut que le Gouvernement vietnamien a violé les droits que M. Tien tient de l'article 14 (par. 3 b) et d)) du Pacte, qui garantit à toute personne le droit de se défendre elle-même ou d'avoir l'assistance d'un défenseur de son choix, le droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et le droit de communiquer avec le conseil de son choix.

93. Le droit à l'assistance d'un conseil est une protection essentielle contre la détention arbitraire et doit être scrupuleusement respecté par tous les États. En privant M. Tien de la

<sup>26</sup> Avis nos 40/2021, 11/2021, 45/2019, 44/2019, 9/2019, 46/2018, 35/2018, 79/2017, 75/2017, 27/2017, 26/2017 et 40/2016. Voir également [CAT/C/VNM/CO/1](#), par. 16 et 17.

<sup>27</sup> Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, principe 9 et ligne directrice 8 ; Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014), par. 35 ; [A/HRC/48/55](#), par. 56, et annexe, par. 8 (Délibération n° 12 sur les femmes privées de liberté) ; [A/HRC/45/16](#), par. 50 à 55. Voir également [A/HRC/27/47](#), par. 13.

possibilité d'accéder à un conseil dès le moment de son arrestation, les autorités ont violé le principe d'égalité des moyens, et ainsi placé M. Tien dans une situation injustement désavantageuse, en violation de l'article 14 du Pacte<sup>28</sup>. Le Groupe de travail conclut que la gravité des violations des droits de M. Tien à une procédure régulière et à un procès équitable est telle que la détention de l'intéressé revêt un caractère arbitraire et relève de la catégorie III.

### **Dispositif**

94. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de Nguyen Bao Tien est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 3, 6, 8, 9, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 2, 9, 14, 16, 19 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories I, II et III.

95. Le Groupe de travail demande au Gouvernement vietnamien de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de M. Tien et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

96. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement M. Tien et à lui accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international. Dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19 et de la menace qu'elle représente dans les lieux de détention, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre d'urgence des mesures pour faire en sorte que M. Tien soit immédiatement libéré sans condition.

97. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de liberté de M. Tien, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de celui-ci.

98. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de mettre ses lois, en particulier l'article 117 du Code pénal vietnamien, en conformité avec les recommandations formulées dans le présent avis et avec les engagements pris par le Viet Nam au titre du droit international des droits de l'homme.

99. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et au Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent.

100. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'user de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

### **Procédure de suivi**

101. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si M. Tien a été mis en liberté et, dans l'affirmative, à quelle date ;
- b) Si M. Tien a obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- c) Si la violation des droits de M. Tien a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;

<sup>28</sup> Voir, par exemple, l'avis n° 65/2021, par. 57.

d) Si le Viet Nam a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;

e) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

102. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

103. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

104. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin<sup>29</sup>.

*[Adopté le 7 avril 2022]*

---

<sup>29</sup> Voir la résolution 42/22 du Conseil des droits de l'homme, par. 3 et 7.